



Déclaration liminaire du CDAS 31 du 23 Novembre 2015

Depuis plus de 10 ans les ministères de Bercy sont dépecés méthodiquement à coup de 3000 suppressions d'emplois chaque année. Les gouvernements successifs qui ont défilé ont tous agi de la même façon :

- ils ont préféré servir les exigences des Marchés ou encore appliquer des traités européens rejetés par le peuple plutôt que de tenter de répondre aux besoins des populations et rompre avec des politiques austéritaires qui ont mis à genoux économiquement et socialement notre pays.

Lors du comité technique ministériel du 13 octobre dernier, le projet de loi de finances 2016 a été présenté aux organisations syndicales .

Concernant les politiques sociales dans nos ministères économiques et financiers, les crédits dédiés aux politiques d'actions sociales subissent une baisse de 28 millions d'euros !

C'est une amputation pure et simple du budget d'action sociale, les postes les plus touchés étant la subvention versée à l'association ALPAF (logement et prêts) et à l'association EPAF (vacances enfants et famille).

L'action sociale dans nos ministères économiques et financiers a été gagnée grâce aux luttes des agents, notamment lors du conflit de 1989. Tous ces acquis, comme tant d'autres, pour lesquels nous nous sommes battus et continuons à nous battre sont aujourd'hui bafoués.

La fédération des Finances CGT n'accepte pas un tel mépris vis à vis des personnels et continuera à se mobiliser pour défendre et maintenir une action sociale de haut niveau pour toutes et tous !

Les représentants CGT Finances au CDAS 31